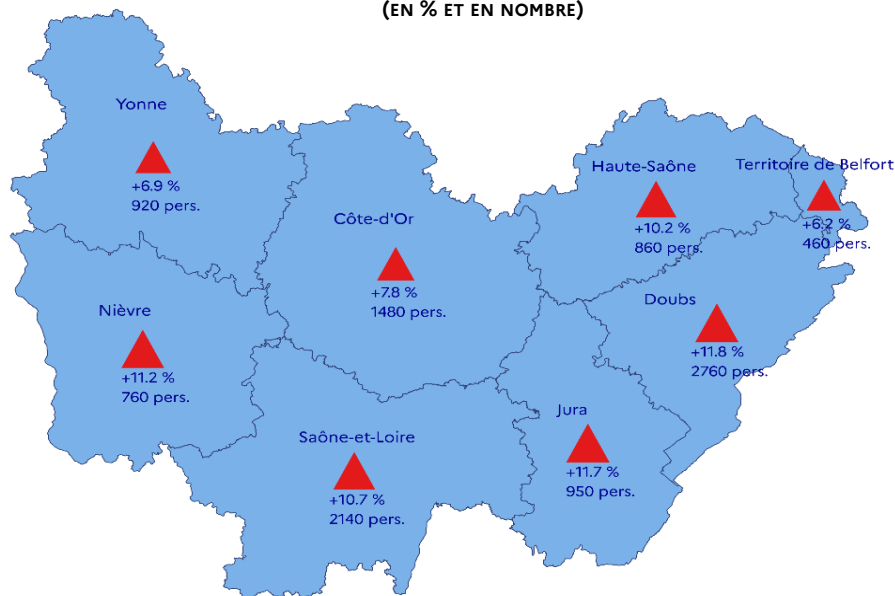


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU JURA

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 1^{ER} TRIMESTRE 2025 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
+ 8,9 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2024

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

(DONNÉES CVS)

Cat. A : **9 040** (+ 11,7 % sur un trim.)
Cat. B, C : **8 350** (- 1,4 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **17 380** (+ 5,0 % sur un trim.)
Cat. A,B,C,D,E : **19 540** (+ 3,9 % sur un trim.)

(DONNÉES BRUTES)

Cat. F : **68**
Cat. G : **1 928**

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

5,2 % au 4^{ème} trimestre 2024
- 0,2 pt par rapport au 3^{ème} Trim. 2024
(France métropolitaine : 7,1 % ; - 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

87 790 au 4^{ème} trimestre 2024
- 0,4 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2024

● RECOURS À L'INTÉRIM

3 280 intérimaires au 4^{ème} trimestre 2024
- 0,5 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2024

Au quatrième trimestre 2024

L'emploi salarié (privé et public) diminue dans le Jura avec une perte de 370 emplois par rapport au 3^e trimestre 2024. Hors intérim, la baisse est notable dans les services non marchands (-0,7 %) et les services marchands (-0,5 %), surtout dans les activités des services destinés aux entreprises. Le secteur de la construction continue de rencontrer des difficultés (-0,3 %), en raison d'une baisse des activités immobilières depuis le printemps 2024. En revanche, l'emploi industriel reste stable et le commerce crée des emplois pour le deuxième trimestre consécutif. Sur un an, l'emploi salarié diminue de 0,4 %, un rythme similaire à celui de la région. La demande d'intérim se rétracte dans les services et le commerce, mais augmente dans la construction et l'industrie. L'utilisation de l'activité partielle progresse par rapport au troisième trimestre : selon les premières données des entreprises, 270 salariés sont en chômage partiel contre 200 au trimestre précédent. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA augmente de 5,5 % par rapport à l'année dernière (+190 foyers).

Au premier trimestre 2025

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle est supérieur au volume autorisé au 4^e trimestre, notamment dans l'industrie. Les défaillances d'entreprises tendent à augmenter par rapport à l'an dernier mais le volume d'emplois menacés est moins important. Les créations d'entreprises reculent par rapport à l'an dernier, comptabilisant près de 230 nouveaux entrepreneurs (hors micro-entrepreneurs). Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A et ABC augmente très fortement comme au niveau national. Cette hausse s'explique largement par l'obligation d'inscription à France Travail des demandeurs et bénéficiaires du RSA, des jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales, des personnes en situation de handicap, ainsi que l'évolution des modalités et des règles d'actualisation.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)
Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

1^{er} Trimestre 2025

Les inscrits à France Travail

Tenus de rechercher un emploi

	T1 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Jura :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	9 040	+11,7	+15,7
Catégories B, C	8 350	-1,4	-3,0
Catégories A, B, C	17 380	+5,0	+5,8
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	116 530	+9,7	+15,3
Catégories B, C	92 640	-1,0	-2,2
Catégories A, B, C	209 170	+4,7	+6,9
Catégories A, B, C hors RSA, hors jeunes en parcours	170 210	+2,2	+3,9

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

- Cat. A :** personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- Cat. B :** personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- Cat. C :** personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Non tenus de rechercher un emploi

	T1 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Jura :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	1 030	-2,8	-7,2
Catégorie E	1 130	-4,2	-3,4
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	68	/	/
Catégorie G	1 928	/	/
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	13 180	+1,7	-1,6
Catégorie E	12 790	-1,5	+0,2
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	1 833	/	/
Catégorie G	26 092	/	/

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

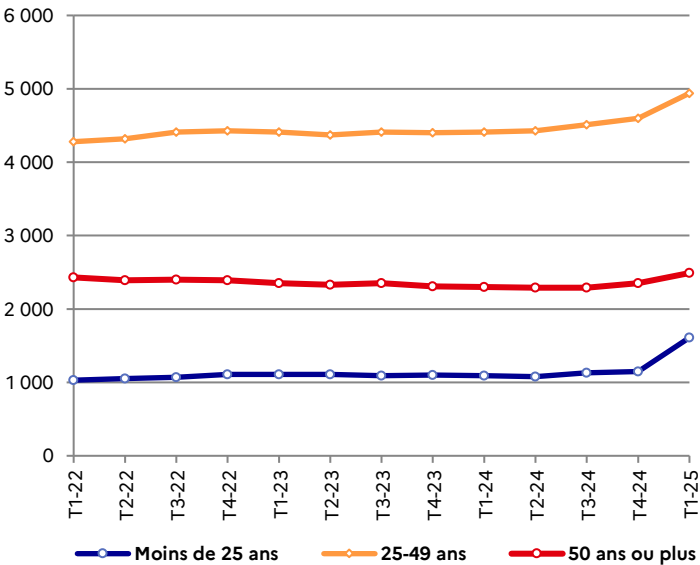
- Cat. D :** personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).
- Cat. E :** personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).
- Cat. F :** personne en accompagnement social.
- Cat. G :** regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A

<i>Données CVS-CJO</i>	Jura		BFC	
	T1 2025	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A				
Hommes	4 750	+11,8	+9,4	+15,7
< 25 ans	870	+35,9	+37,9	+49,0
25 - 49 ans	2 560	+8,0	+5,3	+11,3
50 ans ou plus	1 310	+5,6	+2,4	+7,3
Femmes	4 290	+11,4	+10,1	+14,9
< 25 ans	740	+45,1	+38,2	+47,3
25 - 49 ans	2 370	+6,3	+6,3	+10,7
50 ans ou plus	1 180	+6,3	+3,5	+7,3
Total	9 040	+11,7	+9,7	+15,3
< 25 ans	1 610	+40,0	+38,1	+48,2
25 - 49 ans	4 940	+7,4	+5,8	+11,0
50 ans ou plus	2 490	+6,0	+2,9	+7,3

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Inscrits en catégorie A par âge



Avertissement :

En janvier 2025, une évolution dans la procédure d'actualisation a conduit à augmenter le nombre d'inscrits en catégorie A, et en contrepartie à réduire d'une part le nombre d'inscrits en catégories B et C, et d'autre part le nombre de sorties des listes.

Depuis janvier 2025, toutes les personnes nouvellement inscrites à France Travail en catégories ABC et qui n'ont pas de droit à indemnisation ne doivent pas s'actualiser tant qu'elles n'ont pas signé leur contrat d'engagement. En conséquence, toutes les personnes dans cette situation sont automatiquement inscrites en catégorie A.

En janvier 2025, sur le champ des séries complémentaires hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours, cette évolution aurait conduit à augmenter de 72 000 le nombre d'inscrits en catégorie A, et à réduire de 37 000 les sorties de liste, de 19 000 la catégorie B et de 16 000 la catégorie C. Sur ce champ, cette évolution a donc aussi un effet à la hausse de 37 000 sur le nombre d'inscrits en catégories A, B, C.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A, B, C

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T1	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	8 530	+5,6	+7,7	+5,0	+7,9
< 25 ans	1 370	+20,2	+23,4	+23,5	+28,5
25 - 49 ans	4 880	+3,6	+6,3	+2,4	+4,8
50 ans et plus	2 280	+2,2	+2,7	+1,0	+4,0
Femmes	8 850	+4,4	+4,1	+4,4	+5,9
< 25 ans	1 190	+22,7	+25,3	+22,0	+25,8
25 - 49 ans	5 060	+1,8	+1,8	+2,3	+3,6
50 ans et plus	2 600	+2,0	+0,8	+1,1	+2,0
Total	17 380	+5,0	+5,8	+4,7	+6,9
< 25 ans	2 570	+22,4	+24,8	+22,8	+27,2
25 - 49 ans	9 940	+2,7	+4,0	+2,4	+4,2
50 ans et plus	4 880	+2,1	+1,7	+1,0	+3,0

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Ancienneté d'inscription

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T1	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	10 290	+7,0	+9,6	+7,4	+10,2
DELD :					
1 à 2 ans	3 320	+3,8	+0,3	+1,8	+4,6
2 à 3 ans	1 540	+2,0	+10,0	+2,6	+10,0
3 ans et plus	2 230	+0,5	-4,3	-0,3	-3,7
Total DELD	7 090	+2,2	+0,9	+1,2	+2,6
Part des DELD	40,8%	-1,1 pt	-2,0 pt	-1,4 pt	-1,7 pt

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T1	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	289	+3	+1,0	-124	-4,2
Fin de mission d'intérim	153	-7	-4,2	-192	-12,2
Démission	117	+8	+7,0	-82	-7,0
Rupture conventionnelle	118	-23	-16,1	-10	-0,7
Licenc. économique	34	+3	+8,6	+20	+4,7
Autre licenciement	124	+14	+12,4	+26	+2,1
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	42	-3	-6,0	-90	-13,0
Retour d'inactivité ⁽²⁾	249	-32	-11,4	-682	-19,3
Réinscription rapide ⁽³⁾	225	-31	-12,0	-429	-12,4
Autres motifs ⁽⁴⁾	276	+157	+132,2	+2 902	+209,8
Motif indéterminé	119	+5	+4,7	-137	-8,1
Total	1 747	+95	+5,8	+1 203	+6,2

- (1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
- (2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
- (3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).
- (4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi).

Avertissement :

A partir de janvier 2025, toute personne qui fait une demande de RSA est automatiquement inscrite à France Travail.

A partir de janvier 2025, toute personne qui est suivie en CEJ ou Pacea par une mission locale et en recherche d'emploi, ou qui est suivie par cap emploi est automatiquement inscrite à France Travail.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T1	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	246	-59	-19,3	-690	-23,0
Entrée en stage ou formation	160	+2	+1,3	+130	+6,6
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	194	+13	+7,0	-9	-0,5
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	706	-112	-13,7	-358	-3,9
Radiation administrative	124	-46	-27,0	-687	-31,6
Autre cas ⁽³⁾	166	+27	+19,5	+579	+34,5
Total	1 595	-175	-9,9	-1 035	-5,1

- (1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.
- (2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation
- (3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Les inscrits à France Travail par CLPE*

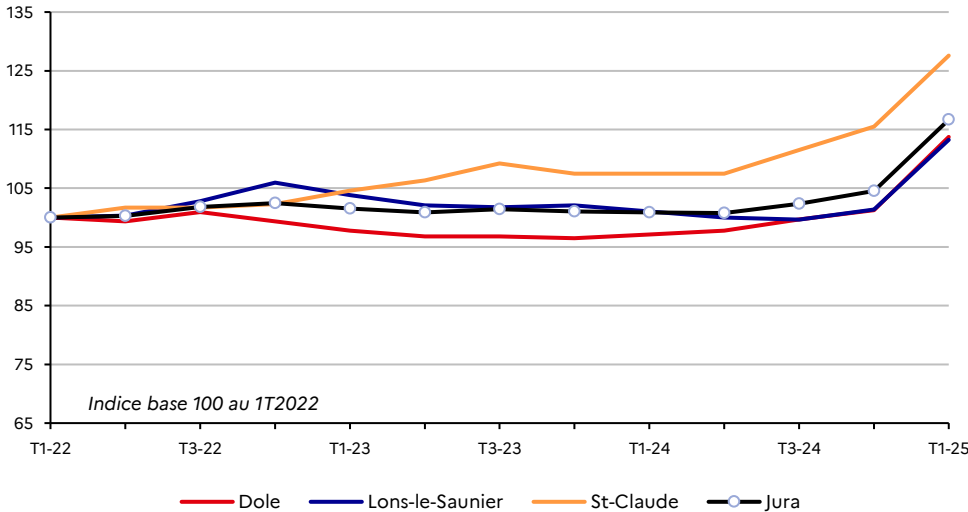
* CLPE : Comité Local Pour l'Emploi

Caractéristiques des inscrits en Cat. A

Données CVS-CJO	T1 2025	Var. (en %) sur		Part (en %) des		
Catégorie A				Femmes	-25 ans	Seniors
			1 Trim.	1 an		
Dole	3 560	+12,3	+17,1	48,3	17,7	27,3
Lons-le-Saunier	3 250	+11,7	+12,1	48,0	17,9	28,6
Saint-Claude	2 220	+10,4	+18,7	45,5	17,6	26,6
Jura	9 040	+11,7	+15,7	47,5	17,8	27,5

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.
Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des inscrits de Cat. A (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des inscrits de Cat. ABC

Données CVS-CJO	T1 2025	Var. (en %) sur		Plus de un an		
				T1 2025	Var. (en %) sur	
		1 Trim.	1 an		1 Trim.	1 an
	Catégories A, B, C					
Dole	7 000	+4,9	+6,2	2 960	+1,4	+1,0
Lons-le-Saunier	6 420	+4,6	+3,5	2 550	+3,2	-1,5
Saint-Claude	3 960	+5,9	+9,1	1 580	+1,9	+4,6
Jura	17 380	+5,0	+5,8	7 090	+2,2	+0,9

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
710	+4,4	590	-7,8
730	+9,0	670	0,0
400	+11,1	330	-10,8
1 840	+8,2	1 590	-5,4

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares. Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Note méthodologique :
La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2026.
Les données ici présentes portent sur le périmètre géographique des Comités Locaux Pour l'Emploi instaurés par la loi pour le plein emploi depuis janvier 2025. Les comités définissent les stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

Activité partielle

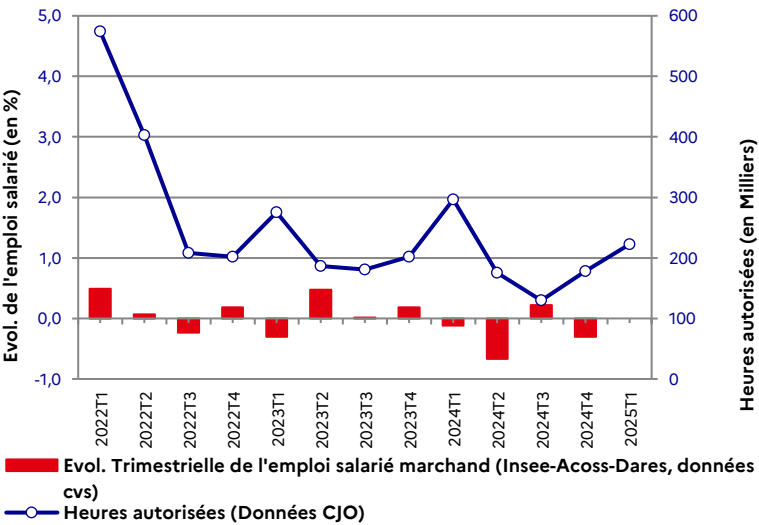
Données CJO*		Jura	
Heures autorisées		T4 2024	T1 2025
Nombre de demandes en cours		51	58
Volume d'heures autorisées		178 021	222 368
dont :			
Agriculture		0	0
Industrie		146 433	193 684
Construction		5 538	2 723
Commerce		3 484	2 621
Services		22 566	23 340
Etablissements autorisés		44	52
dont :	étabs de 50 sal. et plus	9	9
Nombre de salariés concernés**		1 452	1 278
Total heures autorisées 12 mois glissés		780 035	705 710

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

Activité partielle : heures autorisées



Données brutes		Jura	
Heures consommées		T3 2024	T4 2024
Nombre d'heures consommées*		12 969	18 201
dont :			
Agriculture		0	0
Industrie		5 871	11 717
Construction		0	386
Commerce		21	1 055
Services		7 078	5 044
Etabs ayant consommé des heures		17	28
dont :	étabs de 50 sal. et plus	5	5
Nombre de salariés concernés**		201	266
Total heures consommées 12 mois glissés		125 252	116 955

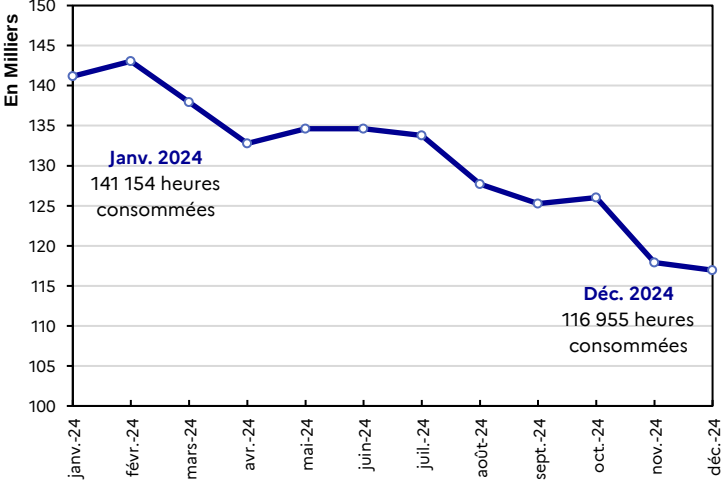
Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Créations d'entreprises

Données brutes		Jura	
Créations d'entreprises		T1 2025	Evol./T1 2024
		(en %)	
Nombre de créations d'entreprises		667	-17,8
dont :			
Entreprises individuelles		100	-17,4
Micro-entrepreneurs		439	-15,4
Sociétés		128	-25,1
Cumul sur 12 mois glissés		2 855	-3,0
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		228	-21,9
Cumul sur 12 mois glissés		984	-10,1

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement : Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif renouvelé. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

		Jura	
Ouvertures de procédures		T1 2025	Evol./T1 2024
		(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures		60	+7,1
dont :			
Sauvegardes		s	ns
Redressements judiciaires		24	+140,0
Liquidations judiciaires directes		36	-18,2
Nombre d'emplois menacés		165	-40,2
dont :			
Agriculture		6	+200,0
Industrie		25	-74,0
Construction		34	+100,0
Commerce		40	+25,0
Services		60	-53,5
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		203	+1,5

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

s : secret statistique

ns : non significatif

Effectifs salariés par secteur d'activité

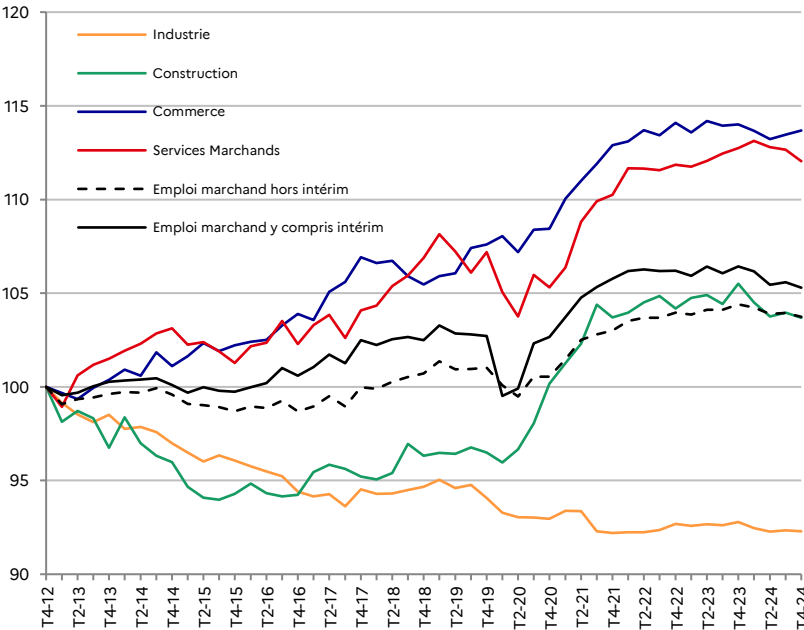
Avertissement :
Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus : https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Jura	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
4 ^{ème} trimestre 2024 <i>(Données CVS)</i>										
Agriculture	1 780	-20	-1,2	+90	+5,5	1 780	-20	-1,2	+90	+5,3
Industrie	19 070	-10	-0,1	-100	-0,5	20 870	-20	-0,1	-110	-0,5
Industrie agro-alimentaire	4 210	-10	-0,2	+30	+0,8	4 680	+20	+0,5	+100	+2,1
Industries extractives, énergie, eau, déchets	1 400	+20	+1,3	+60	+4,3	1 470	+20	+1,3	+80	+6,0
Equipements élec. électron. info., autres machines	1 060	-10	-1,1	-40	-4,0	1 190	-30	-2,6	-40	-3,0
Matériels de transport	870	0	-0,4	-10	-1,0	990	0	+0,4	-40	-4,2
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	11 530	-10	-0,1	-140	-1,2	12 540	-30	-0,2	-210	-1,6
Construction	5 500	-20	-0,3	-100	-1,7	5 800	-30	-0,5	-90	-1,5
Commerce ; réparation auto.	11 660	+20	+0,2	-30	-0,3	11 840	+30	+0,2	-100	-0,8
Services marchands	18 210	-100	-0,5	-110	-0,6	18 870	-120	-0,6	-290	-1,5
Transports et entreposage	3 960	-10	-0,3	-10	-0,3	4 200	-30	-0,7	-190	-4,3
Hébergement et restauration	3 160	0	-0,1	+110	+3,5	3 180	-10	-0,2	+110	+3,6
Information et communication	400	0	+1,0	0	+0,7	400	0	+1,0	0	+0,6
Services financiers	1 600	-10	-0,8	-40	-2,5	1 610	-10	-0,8	-60	-3,4
Services immobiliers	370	-10	-2,8	-30	-8,3	370	-10	-2,9	-30	-8,3
Services aux entreprises	5 370	-50	-1,0	-150	-2,7	5 750	-50	-0,9	-140	-2,4
Services aux ménages	3 360	-10	-0,3	+10	+0,4	3 360	-10	-0,3	+20	+0,5
Services non marchands	28 590	-200	-0,7	+130	+0,4	28 640	-210	-0,7	+100	+0,4
Ensemble	84 820	-320	-0,4	-130	-0,1	87 790	-370	-0,4	-400	-0,4

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)
Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)
Traitement : Dreets BFC- SESE
(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

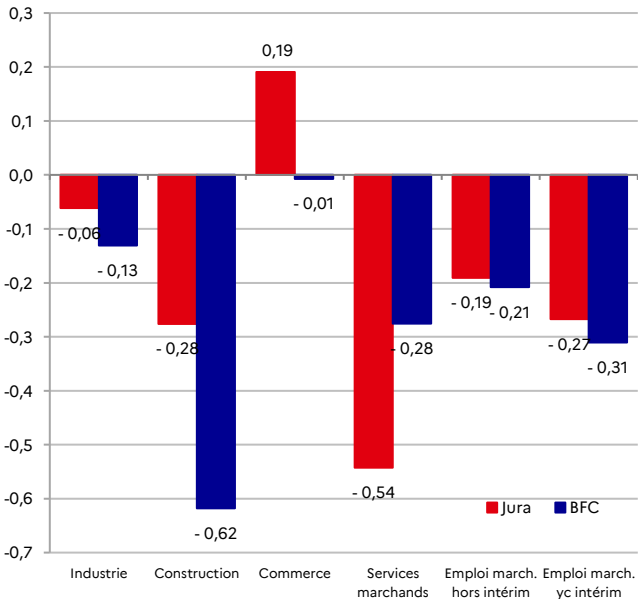
Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional
(entre le 3^{ème} et le 4^{ème} trim. 2024 , en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Jura 4 ^{ème} trimestre 2024 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	.	.	.	0,0	-0,2	.	.	.	0,6	-1,4
Industrie	1 850	+1,3	+1,8	8,9	+0,2	1 800	+1,1	+1,1	2,6	+0,1
Construction	480	+3,5	+3,0	8,0	+0,3	450	0,0	0,0	2,6	0,0
Commerce	210	-2,7	-28,4	1,7	-0,7	210	-8,7	-34,4	1,3	0,0
Services	740	-6,5	-21,4	3,9	-1,0	790	-1,2	-18,6	1,2	-0,1
Ensemble	3 280	-0,5	-6,8	5,5	-0,4	3 240	-0,6	-8,0	2,0	+0,1

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

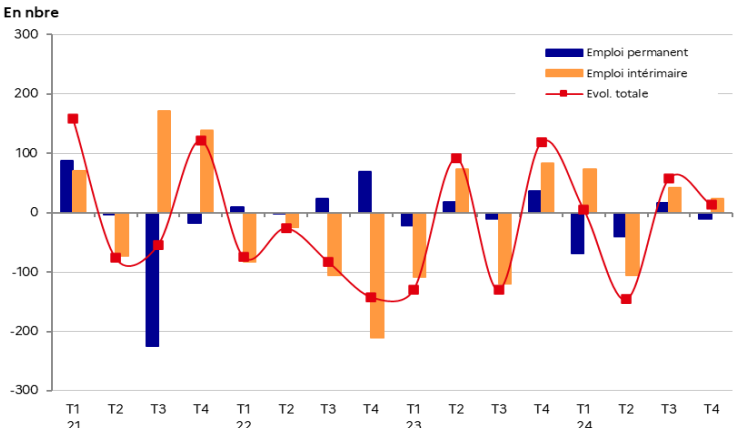
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

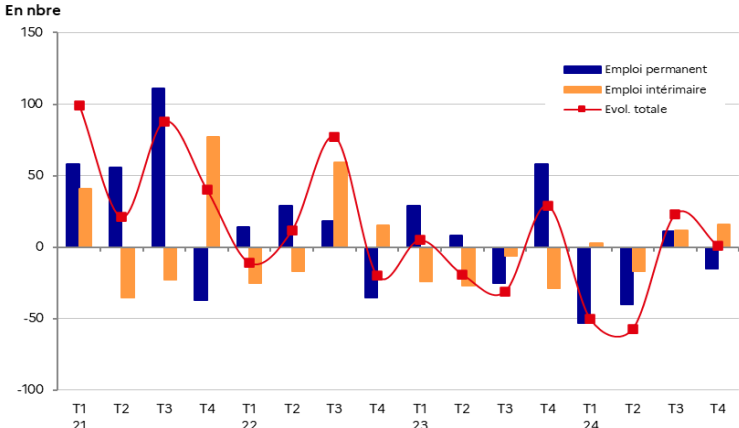
Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Travail Emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité

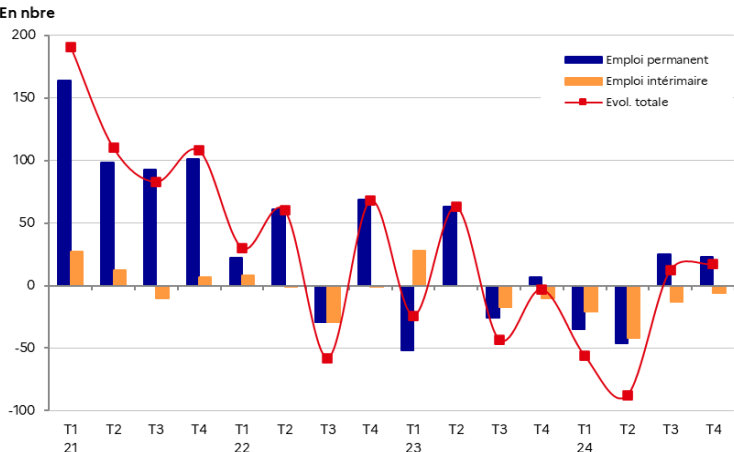
Industrie



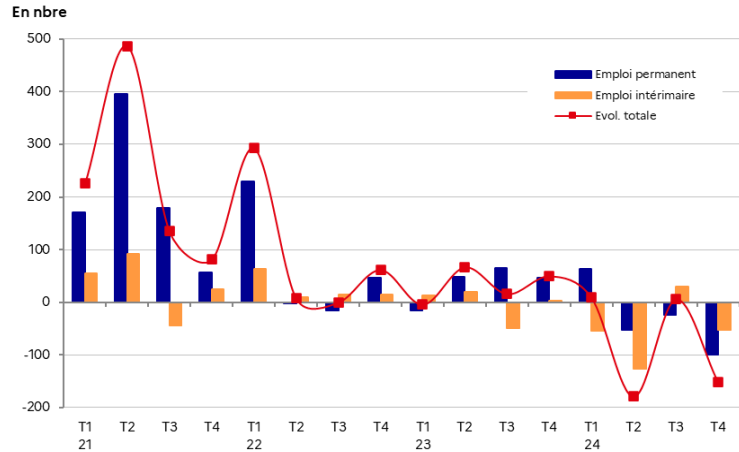
Construction



Commerce



Services



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acoess-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Jura	Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
4 ^{ème} trimestre 2024					
Embauches	1 013	369	1 783	9 511	12 676
Répartition en %	8,0	2,9	14,1	75,0	100,0
dont en % :					
CDD	46,3	52,3	60,9	86,7	78,8
< 25 ans	33,1	35,8	52,0	25,6	30,2
25 - 49 ans	49,5	47,2	33,0	43,7	42,8
50 - 54 ans	5,4	6,0	3,7	8,4	7,4
55 ans ou plus	10,8	7,3	9,7	21,1	18,2
Femmes	43,0	9,2	54,6	65,1	60,3
Sorties	1 106	489	1 691	9 752	13 038
Répartition en %	8,7	3,9	13,3	76,9	100,0
dont en % :					
Fins de CDD	34,8	38,2	47,2	82,8	72,5
dont CDD < 1 mois	43,9	29,4	65,4	85,0	80,5
Démissions	24,6	26,6	19,3	6,4	10,4
Licenciements économiques	1,4	2,2	0,5	0,3	0,5
Licenc. non économiques	8,0	10,4	8,5	2,6	4,1
Retraite	10,8	5,1	2,3	1,1	2,3
Ruptures Conventionnelles	6,5	9,4	5,4	1,6	2,8
< 25 ans	24,1	28,0	47,3	23,3	26,7
25 - 49 ans	43,3	47,9	36,2	44,0	43,1
50 - 54 ans	6,4	6,1	3,8	8,6	7,7
55 ans ou plus	25,6	13,7	12,2	22,7	21,3
Femmes	42,0	8,8	55,1	65,4	59,9

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 4^{ème} trimestre 2024 parmi les embauches dans l'industrie 46,3 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 1,4 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,5 % tous secteurs confondus.

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

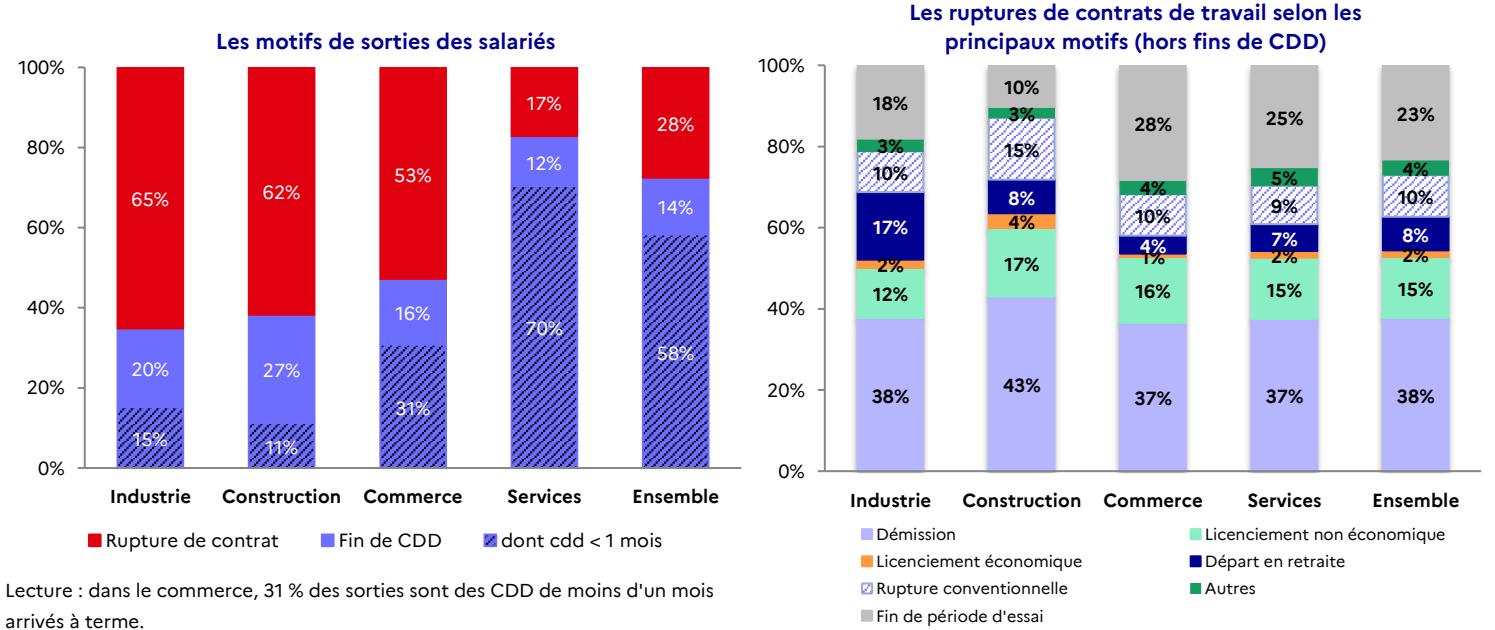
Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs,

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>



Lecture : dans le commerce, 31 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Lecture : dans l'industrie, 38 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Jura	< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
4 ^{ème} trimestre 2024						
Actifs en emploi (en %)	10,7	56,4	14,5	18,4	52,5	29,6
Embauches	3 827	5 419	942	2 312	7 638	2 258
dont en % :						
CDD	79,3	73,7	80,7	89,2	83,9	83,8
Sorties	3 480	5 616	1 006	2 772	7 812	2 068
dont en % :						
Fins de CDD	74,6	69,0	76,4	75,5	79,0	81,0
dont CDD < 1 mois	79,4	78,0	83,1	86,1	83,9	82,3
Démissions	9,7	13,7	8,8	4,7	8,2	8,0
Licenciements économiques	0,1	0,7	0,7	0,5	0,4	0,0
Licenc. non économiques	4,4	4,0	4,8	3,7	2,8	2,5
Retraite	0,0	0,0	0,1	10,6	1,5	0,0
Ruptures Conventionnelles	1,1	4,5	2,4	1,6	2,3	0,9

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2021, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 89,2 % ont signé un CDD.

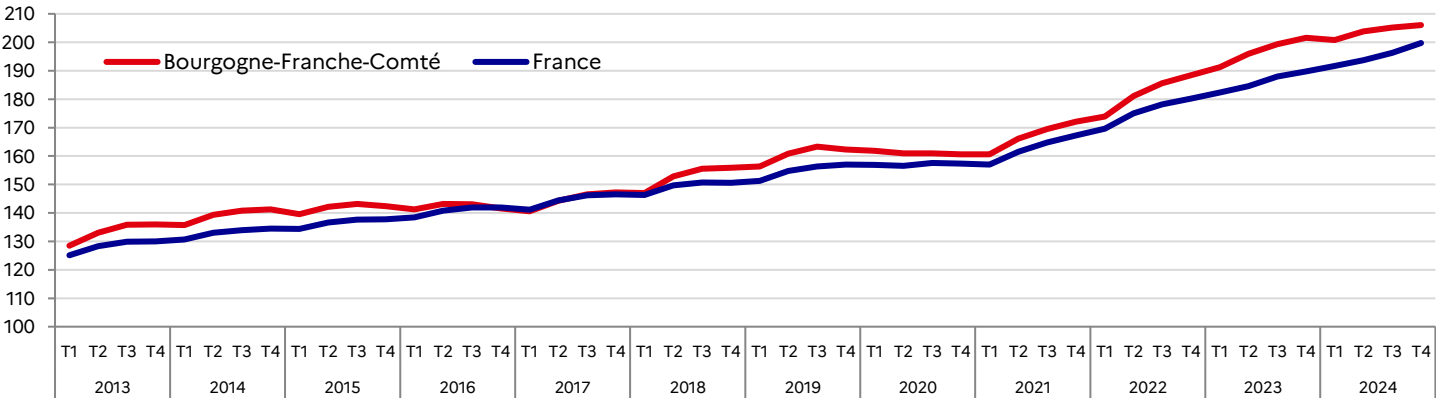
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2024	Actifs occupés RP 2021	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	250 359	223 270	22,5	-0,5	+980	+0,4	270	0,6	+1,9	+36	+15,4
Doubs	254 900	198 380	20,0	-0,4	-1 470	-0,7	34 359	70,7	+0,5	+582	+1,7
Jura	116 590	87 790	8,8	-0,4	-400	-0,4	8 030	16,5	+1,5	+299	+3,9
Nièvre	80 648	64 380	6,5	-0,5	-360	-0,6	24	0,0	+4,3	+4	+20,0
Haute-Saône	104 664	68 520	6,9	-0,8	-1 070	-1,5	815	1,7	-1,6	+46	+6,0
Saône-et-Loire	238 264	191 000	19,3	-0,6	-460	-0,2	257	0,5	+4,0	+22	+9,4
Yonne	145 199	109 720	11,1	-0,1	-240	-0,2	37	0,1	-2,6	+6	+19,4
Territoire de Belfort	64 290	48 930	4,9	-0,1	-470	-0,9	4 781	9,8	-1,4	+71	+1,5
BFC	1 254 913	991 990	100,0	-0,4	-3 470	-0,3	48 573	100,0	+0,5	+1 066	+2,2

Sources : INSEE - RP 2021; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

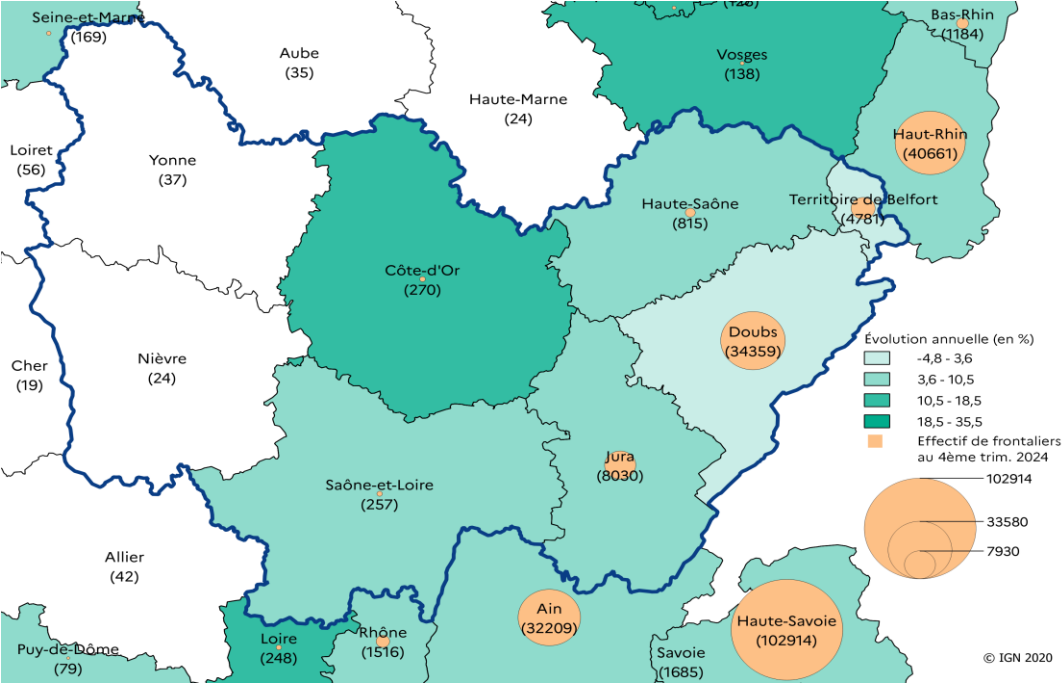
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de +1,7 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 34 359 travailleurs frontaliers vers la Suisse.
Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.
Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Jura			BFC
	T1 2025	Cumul 2025	Var.(%)/ cumul 24	Var.(%)/ cumul 2024
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	163	163	+13,2	-3,5
dt résidents QPV	17	17	-22,7	-15,4
CEJ*	192	192	-5,0	-6,0

Données provisoires	Jura			BFC
	T4 2024	Cumul 2024	Var.(%)/ cumul 23	Var.(%)/ cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	71	242	-13,6	-25,6
jeunes	8	34	-24,4	-31,2
seniors	24	87	+4,8	-13,1
bénéficiaires RSA	40	150	+6,4	-10,4
DELD	48	146	+4,3	-22,2
TH	14	39	-20,4	-12,2
résidents QPV	12	49	-7,5	+3,5
résidents ZRR	19	59	-7,8	-29,5
éducation nationale	s	5	s	-14,6
Alternance :				
Contrat apprentissage				
- secteur public	3	62	-26,2	-4,1
- secteur privé	324	2 491	-4,6	+1,2

* Données arrêtées à la semaine13 s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T3 2024	Cumul 2024	Var.(%)/ cumul 2023
Côte d'Or	331	1 079	-5,7
Doubs	466	1 398	+4,5
Jura	266	845	+5,5
Nièvre	163	557	-16,1
Haute-Saône	151	545	+18,5
Saône-et-Loire	449	1 147	-9,3
Yonne	351	1 117	-9,6
Territoire de Belfort	115	397	+10,6
BFC	2 292	7 085	-2,5

Sources des tableaux :
Entrées :
PEC (Parcours Emploi Compétence) : DGEFP
CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP
PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP
Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)
IAE : ASP, traitement Dares
Stock :
PEC : DARES
PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté
IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Jura		BFC
	T1 2025	Var.(%)/ T1 2024	Var.(%)/ T1 2024
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	77	-36,4	-26,8
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	386	-26,0	-19,2
CEJ*	264	-12,7	-11,2
IAE (au 3T 2024)	958	+2,7	+0,8

De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2024 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 3T 2024)	
	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de pers.	Evol.	Nbre de pers.	Evol.
	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle
Côte d'Or	10 020	+4,8	39 480	+3,0	9 313	+3,4	1 377	-4,0
Doubs	12 830	+3,5	33 687	+1,0	10 477	-0,7	1 533	+0,2
Jura	3 577	+5,5	15 960	+1,7	5 587	+0,2	533	-9,6
Nièvre	5 750	+0,9	14 007	0,0	6 573	+1,5	707	+0,5
Haute-Saône	4 067	+2,7	15 493	+1,5	6 127	+5,4	867	-3,0
Saône-et-Loire	9 457	-1,8	37 710	+2,0	12 960	+2,4	1 667	-5,3
Yonne	8 837	+1,3	23 783	+2,4	7 920	-0,3	1 093	-2,1
Territoire de Belfort	4 190	+0,8	9 713	+1,0	2 810	+6,3	610	-2,1
BFC	58 727	+2,1	189 833	+1,8	61 767	+1,8	8 387	-3,0

* Moyenne trimestrielle.

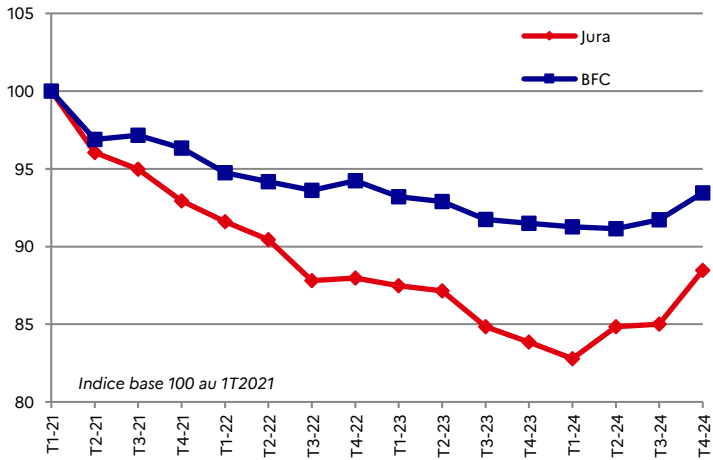
- **RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :**
Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- **AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :**
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

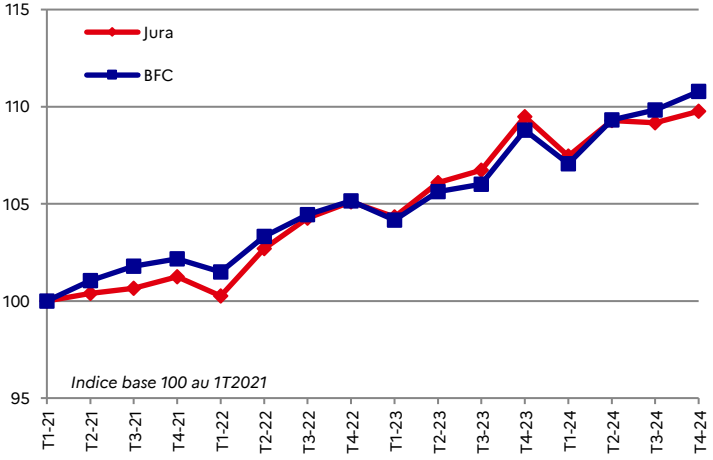
- **ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :**
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

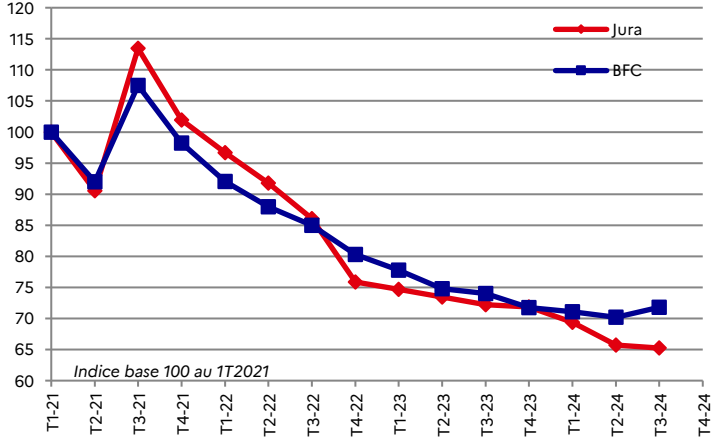
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

